

	<p>Compte rendu Forum Les enjeux d'une ceinture alimentaire</p>	<p>30 mars 2019</p>
---	---	---------------------

## Thème : Faut-il instaurer des Conseils de politique alimentaire dans les communes liégeoises ?

Animateur : Daniel Wathelet, prise de notes : Evelyne Otten

Tour de table de présentation :

Kim fait une thèse sur les structures alimentaires, en lien avec le rôle du secteur public.

Grégor travaille à la Ville de Liège pour le plan de cohésion sociale liégeois, et notamment la participation citoyenne.

Candice, travaille à la Socopro et notamment sur la stratégie wallonne de l'alimentation et le green deal.

Michel est là à titre personnel, et travaille sur l'aménagement du territoire.

Michel 2 : en transition entre vie professionnelle et retraite, travaille à la Province du Hainaut et sur l'alimentation, Rawad... Il habite Esneux.

Brigitte, travaille également au Plan de cohésion de Liège, sur les projets alimentation.

Daniel était conseiller communal, puis président d'une structure sur le développement de conseils de politique alimentaires à Nantes.

Il n'y a pas de conseils tel que ceux-là en Wallonie. On en met en place dans différents endroits, parfois ce sont des conseils d'avis, parfois très orientés vers l'action ou juste stratégiques, ou qui abordent des thèmes plus largement, avec l'énergie, les aspects sociaux... L'alimentation est un sujet génial pour parler de tout, et tout le monde est mangeur.

Il y a très souvent une composante public (élus, techniciens, administratifs... ) et une composante privée (les acteurs de la stratégie alimentaire : producteurs,...).

Comment organiser ces acteurs pour piloter de manière intelligente ce genre de structure ?

Kim : Quel est le rôle du public ? Créer une demande ? Rassembler cette demande pour rejoindre l'offre ? Service de sécurité, pour le développement d'une offre ? S'agit-il de transformer ce qui est proposé sur le territoire pour l'améliorer, ou juste une question de portefeuille ?

Candice : dans la stratégie wallonne, il y a une volonté de mettre ces conseils en place, avec un animateur par province pour l'animer. Ils n'ont pas encore réfléchi à la forme parce qu'ils veulent laisser libre l'animateur. Il y a beaucoup d'initiatives qui démarrent en Belgique et il faut permettre la communication entre les structures, structurer les initiatives locales et les relayer vers le Collège. Cela permettra de nourrir une identité commune.

Michel 2 n'y croit pas, c'est trop descendant. Il faut partir de ce qui existe, de ce qui est sur le terrain et qui marche. La ceinture marche, mais quel est le lien avec le reste du territoire ?

Grégor : il y a aussi la question de l'échelle territoriale ? A quelle échelle est-il pertinent de développer ce conseil ? Il doit se faire au niveau de l'agglomération globale, être coordonné au niveau de la métropole. Mais c'est un problème belge, on ne sait pas définir une communauté urbaine, on n'a pas d'outil approprié pour cela

De plus, par rapport au conseil, il faut s'interroger sur la pertinence de ceux-ci, notamment quand ils sont consultatifs : la participation citoyenne est toujours centrée sur un processus décisionnel. Il faut faciliter la co-construction de projets concrets et pas juste faire des débats, car ceux-ci ne mènent pas à des décisions concrètes.

Brigitte : dans notre réflexion sur l'alimentation, on manquait de concertation entre les différents échevinats, du coup on a eu envie de mettre sur pied un GT inter-échevinats qui réfléchit, échange mais c'est parfois délicat.

Michel : il y a la question de la culture politique, es-tu là pour agrandir ton pouvoir ou viens-tu dans un esprit de partenariat, pour créer une dynamique commune ? J'ai de l'espoir en voyant les jeunes qui débattent qu'il y a une culture plus ouverte maintenant, plus en réseau.

Candice : elle voudrait clarifier, il ne s'agit pas d'une structure descendante, ils veulent partir des approches participatives, des actions déjà installées sur le terrain. L'animateur va couvrir sa province. Mais il n'y aura pas qu'un seul conseil par province, c'est trop grand. Mais on ne sait pas comment faire, l'animateur va s'inspirer de ce qui se fait sur le terrain avant d'installer des structures.

Daniel résume : il faut changer de méthode de travail, et être tourné vers l'action, tout le monde doit participer à la construction d'ensemble, car ce n'est pas le politique qui va faire mais le citoyen. Par rapport au territoire : il faut ne pas voir trop grand, et décider qui on associe. A Liège, il faudra aller loin hors de la ville pour pouvoir nourrir tous les habitants.

Il faut aussi voir plus large pour prendre tous les acteurs concernés, faire travailler ensemble des gens qui ne travaillaient pas ensemble avant. Tous les acteurs concernés doivent être impliqués.

Kim : les enjeux de divers territoires : travailler sur différentes échelles avec un conseil à différents niveaux qui remonterait vers la RW, mobiliser autour d'une question qui intéresse les gens, ceci est un niveau de réflexion peut-être trop haut.

Pourquoi faire ce conseil ?

Candice : les initiatives ne se parlent pas vraiment, il faut plus partager les choses sur les différents territoires. Que les gens se parlent entre eux.

Daniel : un conseil doit donc ressembler à son territoire et partir de ce qu'il existe.

Michel 2 : à la RW il y a toujours des plans, mais ça ne marche pas concrètement, ce qui marche c'est ce qui est tenté sur le terrain, sous forme d'essai erreur. On essaie maintenant de plus partir des besoins des gens, on fait confiance à leurs demandes. Le fonctionnement administratif ne permet pas cela pour le moment. Il faut faire de la permaculture institutionnelle.

Grégor : il y a quand même un risque pour la ceinture liégeoise au niveau pérennité. Le financement doit être renouvelé et pérennisé. Et c'est pareil pour les maraîchers. On ne peut pas parler de gouvernance sans parler des outils concrets.

Michel 2 garder l'idée d'une vision stratégique, c'est quand même utile. On fonctionne trop par silos pour le moment, il faut donc créer un financement transversal. Créer un cadre, dans l'accompagnement des projets. La région doit créer les conditions pour aider le terrain, les projets. Oui aussi pour avoir des animateurs pour accompagner les projets.

Candice : la stratégie a été faite sur base de forums, de consultations.

Dernier tour de table pour ce qu'on retient du débat :

Grégor : articulation du globale et du régional.

Brigitte : contente du soutien qui arrive.

Michel 2 : la question de la communauté urbaine.

Kim : idée de vouloir mettre de l'argent au service des initiatives citoyenne mais comment cela va pouvoir se concrétiser ?

Candice : il faut que cela soit concret.

Evelyne : soutenir encore la ceinture dans l'avenir.

Daniel : nécessité que les territoires se parlent.